12 octobre 2020

Les cheminot-e-s anticapitalistes

Bulletin des cheminot-e-s du NPA de Paris-Est

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » (Victor Hugo)

Vendredi dernier, le prix Nobel de la paix, sans trop se mouiller et se cantonnant à récompenser la charité, a été attribué au Programme alimentaire mondial. Du coup, cet organisme rappelait à juste titre que 9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim et que 135 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. En France, à cause de la crise sanitaire et de la vague des licenciements, il y a eu une forte augmentation des demandes d'aides alimentaire en 2020.

La première cause en est la perte d'emploi, en comptant tous les CDD non renouvelés, les 151 000 postes en intérim supprimés. Les licenciements passés et à venir font prévoir un taux de chômage de 10 % d'ici la fin de l'année. Des auto-entrepreneurs, des travailleurs au noir, étudiants, retraités, et tant d'autres pendant le confinement et à sa suite, ont basculé de la précarité à la pauvreté.

L'État a jeté l'aumône : 100 euros d'aides d'urgence et des aides alimentaires aux plus démunis. Des mesures dérisoires quand on a un loyer à payer et des enfants à nourrir.

La crise sanitaire fait exploser les inégalités, les réformes gouvernementales aussi !

Avant la crise, il y avait déjà huit millions de pauvres en France du fait des nombreuses réformes menées par la droite et la gauche depuis des années. La diminution significative des allocations logement a appauvri les plus précaires, en premier lieu les mères célibataires qui ont subi une baisse de 30 % d'aides sur leur loyer. Ce sont aussi les multiples réformes cassant le droit du travail qui, en facilitant les licenciements et la précarité de l'emploi, ont laissé libre cours aux attaques patronales.

Macron président des riches ? Non, président des ultra-riches !

Les priorités des gouvernements Macron depuis le début de son quinquennat ? Appauvrir les pauvres et enrichir les riches. Avant la crise, les réformes fiscales : la suppression de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière et le prélèvement forfaitaire unique, qui ne taxe le capital qu'à 30 % sans progressivité, a concentré et fait exploser le versement de dividendes (avec une hausse de 60 % dès 2018) et permis d'augmenter encore les revenus des 0,1 % les plus riches.

Depuis la crise, le gouvernement a mis des dizaines de milliards sur la table pour « sauver les entreprises », une véritable subvention aux licencieurs. Auchan réalise 1,25 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de 2020 et menace plus de 1 400 emplois sur tout le territoire. Sur le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé le 3 septembre, seuls 800 millions vont être investis pour aider les plus précaires. Malgré les discours du gouvernement et des politiciens de droite comme de gauche, qui sous prétexte de crise appellent les travailleurs à tout accepter, qui peut croire que les capitalistes perfusés n'auraient plus rien pour payer les salariés ?

Premiers contacts et rassemblements entre salariés

Mais les travailleurs menacés de licenciement ou de fermeture de sites ne sont pas restés sans réagir ces dernières semaines. Dans l'aéronautique à Toulouse, à Bridgestone à Béthune ou à la raffinerie de Grandpuits, certains tentent de manifester leur refus de payer la crise par des manifestations locales ou par des prises de contact avec d'autres entreprises ou par des montées à Paris.

Le 17 octobre prochain une manifestation est appelée à Paris par un certain nombre de structures de la CGT. La manifestation aura lieu dans le cadre d'une marche des sans-papiers, qui sont eux aussi des travailleurs menacés au premier chef par le chômage.

Rendez-vous dans la rue le 17 octobre

à 14 heures

Place de la République à Paris

Échos de cheminots

TA de Paris Est : une réorganisation qui passe mal

Dans le cadre de la préparation de l'ouverture à la concurrence, les conducteurs TA de Paris Est ont été complètement éclatés entre TER/Transilien et TGV le 1er octobre. L'idée de la boite est de bien séparer de manière comptable les activités pour "être au top" lors des appels d'offres à venir.
Résultat des courses : une réorganisation faite en dépit du bon sens, les collègues qui commandent les mécanos n'ont pas eu le temps d'être formés correctement, tous les postes ne sont pas couverts, des locaux inadaptés au Centre Opérationnel Escale où s'entassent plus d'une dizaine de personnes, le tout en pleine remontée du COVID.
La direction présentait la réorganisation... la veille de celle-ci ! La quinzaine de cheminotEs présentEs ont fait part de leur mécontentement. Comme l'a rappelé un collègue à la direction "nous n'avons pas à faire les frais de vos réorganisations qui désorganisent le travail à longueur de temps !"

Suspicion de Covid-19 à bord d'un train à Troyes

Samedi dernier, dans un intercité en direction de Paris, le malaise d'une voyageuse présentant les symptômes Covid a provoqué l'arrêt prolongé de celui-ci en gare de Troyes. Le protocole sanitaire a été déclenché et a permis à la voyageuse, ainsi que tous les cas contacts d'être pris en charge.
Tous les passagers ont pu repartir grâce à l'intervention de l'ASCT, qui a parfaitement géré la situation. Une telle issue n'aurait jamais pu être possible sur un train en EAS, (Équipement Agent Seul), que la direction tente d'imposer sur de nombreux trains.

Non à l'ouverture à la concurrence !

En février, la présidente de la région IDF, Valérie Pécresse, annonçait sa volonté d'accélérer la privatisation des lignes transilienne J, P et R en IDF. Dès 2023, les lignes seraient ainsi ouvertes à la concurrence. Pour le patronat du ferroviaire, dont la SNCF, ce sont des perspectives de profits à court terme. Pour nous, le nivellement vers le bas des conditions de travail et des salaires, la division entre nous, et les licenciements !
Hors de question d'accepter cet avenir que Pécresse, IDF Mobilité, les autres régions organisatrices des transports, et le patronat réuni au sein de l'UTP nous préparent.
Un rassemblement national des cheminots est appelé le 15 octobre devant le conseil régional des Hauts de France à Lille pour dénoncer ces choix, et faire entendre notre voix. Soyons nombreux à prendre le train de la lutte !

C'est qui les salauds ?

« Salauds de contrôleurs ! » : c'est en gros ce qu'on entend en boucle dans les médias à propos de collègues qui auraient continué à bosser alors qu'ils avaient la Covid-19... Et si les salauds c'était nos dirigeants ? Qui nous font les poches et nous privent d'un tiers de notre salaire si on a le malheur de choper le virus.

S'ils veulent vraiment éviter de telles situations, qu'ils garantissent le maintien de notre salaire en cas de maladie. Et toutes les maladies, parce qu'on ne se refile pas que le Corona au boulot...



Ce bulletin est le tien et celui de tous les cheminots de Paris Est, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Contacte nos militants :

NPA Cheminot-es PE **ou** parisestnpacheminot@gmail.com